COLOMBIE

Les journalistes sont pris dans des tirs croisés

Index AI : AMR 23/048/00

Embargo : 22 juin 2000 (20 h 30 GMT)

Les journalistes sont pris pour cibles de toutes parts dans le conflit armé qui devient de plus en plus brutal en Colombie, a déclaré Amnesty International aujourd'hui (jeudi 22 juin 2000), lorsque la section du Royaume-Uni a remis au journaliste colombien Ignacio Gómez son prix annuel international des médias.

Ignacio Gómez, un journaliste d'investigation qui travaille pour le journal colombien *El Espectador* et qui dirige la Fondation pour la liberté de la presse, a récemment dû quitter son pays par crainte pour sa sécurité, après avoir appris que son nom figurait sur une liste noire établie par des paramilitaires. Le prix qui lui a été décerné récompense son engagement de longue date en faveur du journalisme d'investigation sur les droits humains, un travail réalisé dans des circonstances particulièrement dangereuses.

« Le cas d'Ignacio Gómez est un exemple typique de la campagne de terreur qui vise de plus en plus les journalistes colombiens, a déclaré Amnesty International.

« Du fait de la polarisation croissante de la situation colombienne, il devient toujours plus difficile de mener un travail d'information indépendant et les journalistes, comme de nombreuses catégories de la société civile, se trouvent pris dans les tirs croisés des forces armées, de leurs alliés paramilitaires et des groupes d'opposition armés.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -

« Pour les journalistes, couvrir des questions sensibles telles que les violations des droits humains ou les liens existant entre les forces armées et les paramilitaires est une activité qui peut entraîner la mort », a ajouté l'Organisation.

Au cours des neuf derniers mois, huit journalistes ont été tués, plusieurs d'entre eux parce qu'ils avaient rendu compte de questions touchant aux droits humains. Depuis le début de l'année, de nombreux autres ont été attaqués ou enlevés et plusieurs dizaines ont dû fuir le pays. Pour les journalistes

Parmi les personnes qui ont été contraintes de quitter la Colombie en mars 2000 pour leur propre sécurité figure Francisco Santos, responsable de l'information dans le principal quotidien du pays, *El Tiempo*, qui participe à des campagnes anti-violence. Francisco Santos est également fondateur d'une organisation de lutte contre les enlèvements. Dans ses articles, il a souvent condamné les violations du droit humanitaire par des qui travaillent dans les zones de conflit, il est souvent difficile d'identifier les auteurs des attaques.

Récemment, Jineth Bedoya, l'une des collègues d'Ignacio Gómez au journal *El Espectador*, a été enlevée par des hommes armés soupçonnés d'être des paramilitaires d'extrême droite, puis détenue et torturée physiquement et mentalement pendant plusieurs heures. Durant son supplice, on lui a dit plusieurs fois que son nom et celui de quatre collègues, dont Ignacio Gómez, étaient inscrits sur une liste noire.

groupes d'opposition armés, notamment les enlèvements. Il a également provoqué la colère de hauts gradés de l'armée en accusant des extrémistes de droite liés aux forces armées d'avoir tué le journaliste et satiriste politique Jaime Garzón en août 1999.

« Il est essentiel que les questions touchant aux droits humains et les atteintes commises par toutes les parties au conflit donnent lieu à des comptes rendus libres et

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -

indépendants pour que la situation des droits humains s'améliore et que le processus de paix progresse, a souligné Amnesty International.

« Toutes les factions belligérantes doivent respecter le droit des journalistes de mener leurs activités professionnelles en toute sécurité et d'exercer leur liberté d'expression », a conclu l'Organisation en demandant aux autorités colombiennes de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir la sécurité des professionnels des médias. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X ODW (tel : 44 207 413 5566), ou consulter notre site web :
http://www.amnesty.org

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -